



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 10/11/2025

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PANTOMECA

17 RUE BLAISE PASCAL
79000 Niort

Références : 0100298929/2025/350
Code AIOT : 0100298929

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2025 dans l'établissement PANTOMECA implanté 17 RUE BLAISE PASCAL 79000 NIORT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PANTOMECA
- 17 RUE BLAISE PASCAL 79000 NIORT
- Code AIOT : 0100298929
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, construit en 2019, est propriété d'une SCI. La société Pantomeca (société créée en 1974) est locataire de l'ensemble depuis 2019. Phoenix Manufacture est sous-locataire de Pantoméca pour une partie d'un des espaces depuis février 2025. L'exploitant du site est donc Pantoméca.

La société PANTOMECA, dont le chiffre d'affaires 2025 est de 12,5 M€, emploie 26 salariés. Environ 1/3 du chiffre d'affaire est lié à de la production in situ, les 2/3 restant sont de l'achat-revente surtout de produits métalliques et électroniques (logistique, principalement sur des pièces et composants de SAV). Les horaires de fonctionnement du site sont de 7h30 à 17h30 du lundi au vendredi.

La société PHOENIX MANUFACTURE ne connaît pas le niveau d'activités envisagé à la genèse du projet en 2024. Huit imprimantes 3D métalliques sont installées mais peu sont fonctionnelles et les réalisations relèvent à ce stade d'essais et d'études. Elle subit une période de chômage partiel.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 14/10/2011, article L511-2 et R511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités de Pantoméca et de Phoenix manufacture, actuellement exercées au sein du site Pantoméca, ne relèvent pas de la réglementation ICPE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/10/2011, article L511-2 et R511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : L511-2 Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation. Article R511-9 La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Lors de la présente visite, l'inspection a constaté que les activités exercées par l'entreprise PANTOMECA, qu'elle définit comme de la "rationalisation de panel fournisseurs pour les grands groupes = logistique technique" consistent en la réalisation de multiples techniques et finitions pour leurs clients, à façon ou en mini séries. Ainsi, concernant notamment : - la rubrique 2560 (travail mécanique des métaux), les machines représentent moins de 50 kW au total pour un seuil de déclaration à 150 kW ; - la rubrique 2575 (sablage) : la présence d'une seule machine a été constatée (puissance inférieure

à 20 kW) ;

- la rubrique 1510 (entrepôt) : les produits combustibles sont stockés en quantité inférieure à 500 t.

Concernant les activités réalisées par Phoenix Manufacture, au regard des éléments complémentaires transmis par courriel du représentant de la société en date du 09/09/2025 après la visite (FDS des produits de Phoenix Manufacture et état des stocks mis à jour), les activités exercées sur le site sont concernées par les rubriques suivantes :

- 1450 (stockage de solides inflammables) : les poudres métalliques stockées (AluAs10, ALuAs27, Inconel, Acier, Inox) sont des alliages de composés qui ne sont pas étiquetés solides inflammables (H228) et ne sont donc pas susceptibles de relever de la rubrique 1450. Aucune autre rubrique 4000 ne semble concernée par ces produits.

- 2565 (dont vibroabrasion) : selon les éléments transmis par l'exploitant, la tribofinition initialement envisagée n'est pas encore mise en œuvre. Ils disposent seulement d'un outil à main Dremel pour réaliser les finitions.

En conclusion, les activités actuellement exercées au sein du site Pantomeca (en intégrant celles de Phoenix manufacture), n'apparaissent pas relever de la réglementation ICPE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant :

- la nécessité de s'assurer en permanence du bon respect des conditions de stockage, de mise en œuvre, et d'élimination le cas échéant en tant que déchet, qui sont spécifiées dans les fiches de données de sécurité, pour toute substance ou mélange dangereux présent sur le site ;

- la recommandation d'en tenir un inventaire précis à jour ;

- la responsabilité de chaque exploitant de site de porter à la connaissance du préfet, le cas échéant, et selon les modalités prévues par le code de l'environnement, l'exploitation d'installations relevant d'une ou plusieurs rubriques ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite